

## La Suisse dans les médias étrangers : 1<sup>er</sup> trimestre 2023

### Neutralité face à la guerre : peu de compréhension pour la Suisse

En 2023, les positions défendues par la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine ont continué à beaucoup intéresser les médias, notamment en Europe, aux États-Unis et en Russie. Le ton des articles est souvent très critique envers la Suisse. L'interdiction faite aux pays tiers de réexporter vers l'Ukraine du matériel militaire de fabrication suisse, les débats sur la scène politique intérieure qu'elle a

entraînés et la mise au rebut de systèmes de défense antiaérienne Rapier ont particulièrement focalisé l'attention des médias au premier trimestre. Autre sujet largement traité : le procès au Tribunal de district de Zurich contre des collaborateurs de Gazprombank Suisse pour blanchiment d'argent en lien avec des fonds déposés en Suisse provenant de l'entourage du président russe. Ce procès est interprété par les médias comme un test de la façon dont la place financière suisse traite les actifs russes. Souvent, la neutralité de la Suisse donne lieu en tant que telle à des commentaires, la plupart critiques. À travers ces thèmes, on peut identifier dans les médias étrangers différents discours critiques envers la Suisse, et souvent particulièrement polémiques sur les réseaux sociaux : la Suisse refuserait son soutien à l'Ukraine malgré la situation sans équivoque, aurait un comportement immoral, et se rendrait ainsi complice de l'agresseur. Le fait qu'elle empêche d'autres pays occidentaux de venir en aide à l'Ukraine incite les journalistes à se demander si la Suisse reste un partenaire fiable pour l'Occident. Sous couvert de neutralité, écrivent-ils encore, la Suisse poursuivrait avant tout ses propres intérêts économiques – d'où ses démarches hésitantes contre l'argent des oligarques. À l'inverse, dans les médias russes, on entretient l'idée qu'en s'associant aux sanctions de l'UE, la Suisse aurait abandonné sa neutralité.

« **Switzerland becomes stumbling block for Western military aid to Ukraine** »  
(*Wall Street Journal*, États-Unis)



Caricature sur l'attitude des pays neutres avec allusions claires à la Suisse. (© *Economist*)



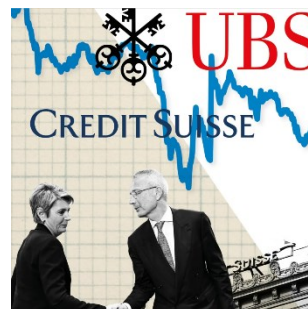
Même dans leurs articles sur le procès pour blanchiment d'argent, certains médias font des liens avec l'attitude de la Suisse envers la Russie. (© *ABC*)

### Credit Suisse : La Suisse est-elle encore digne de confiance ?

Le rachat de Credit Suisse par UBS et les garanties apportées par la Confédération et la BNS ont donné lieu dans les médias du monde entier à une quantité extraordinaire d'articles extrêmement critiques. Ces critiques visent avant tout Credit Suisse et les répercussions redoutées sur la place financière. L'intervention des autorités suscite des avis plus nuancés chez les commentateurs, qui toutefois ne se sont montrés ponctuellement positifs qu'au début de l'affaire, pour ensuite devenir majoritairement critiques.

« **Two pillars of Swiss identity are under attack...the very qualities that once underpinned Swiss exceptionalism are evaporating** »  
(*Bloomberg*, États-Unis)

Bilan tiré par différents médias : cet événement porte atteinte à la réputation de la place économique suisse dans son ensemble, car il montre l'érosion des caractéristiques par lesquelles la place financière suisse se distinguait (qualité, stabilité, état de droit et fiabilité). On remarque aussi que parmi les médias internationaux leaders d'opinion, certains font un lien entre la critique de la place financière suisse et les reproches de manque de solidarité de la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine, ainsi qu'avec les relations entre la Suisse et l'UE, jugées difficiles. À partir de ces analyses, des médias étrangers diagnostiquent une perte de fiabilité de la Suisse, et prophétisent la possible fin du modèle de réussite qu'elle incarnait jusqu'alors. Pour apprécier cette couverture médiatique, il convient de se rappeler que même un volume ponctuellement important d'articles critiques ne porte pas forcément préjudice à long terme à l'image de la Suisse auprès des groupes cibles pertinents.

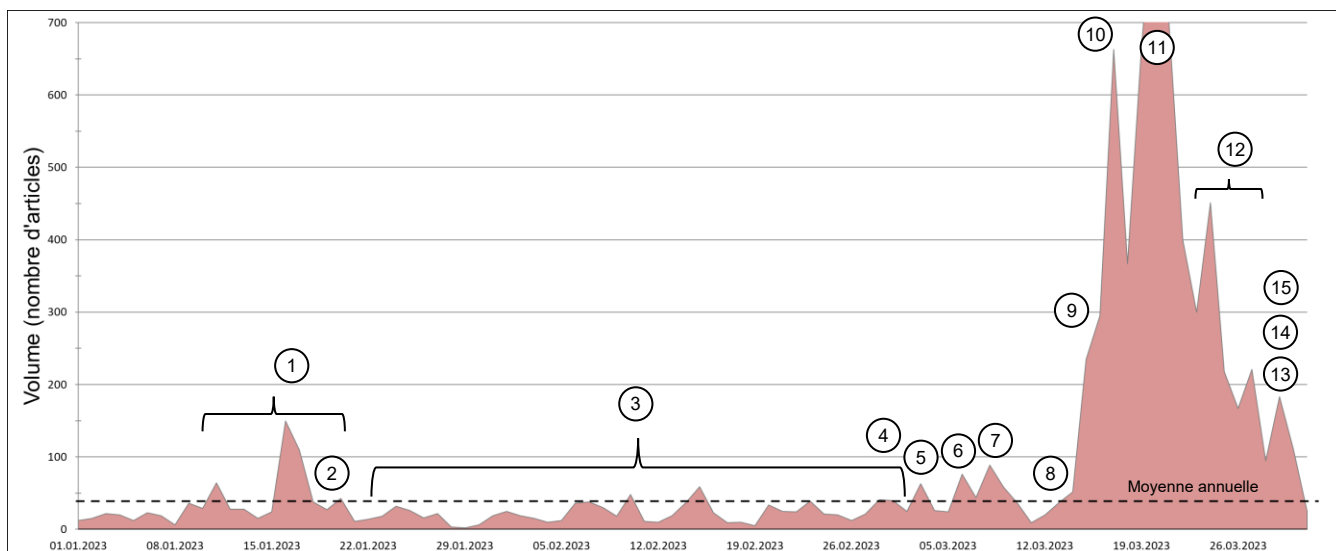


Les autorités et les banques sont au cœur des articles sur la reprise de CS (© *Financial Times*)



Conférence de presse du Conseil fédéral à l'occasion du rachat de Credit Suisse par UBS. (© *Telegraph*)

## Évolution quantitative des articles étrangers en lien avec la Suisse



Évolution du volume et du ton des médias étrangers lorsqu'ils évoquent la Suisse (volume = nombre d'articles par jour dans les médias de référence analysés, 01.01.2023 - 31.03.2023). Un pic peut correspondre à plusieurs événements.

(1) WEF à Davos (2) Affaire Magnitski : critique de la décision de restituer des actifs russes bloqués (3) Neutralité de la Suisse et interdiction de réexporter du matériel de guerre de fabrication suisse (4) CS : rapport de la FINMA sur l'affaire Greensill (5) L'Allemagne demande à la Suisse d'acheter des chars Leopard 2 (6) Toblerone devra retirer le Cervin et la mention « Made in Switzerland » de ses emballages (7) Début du procès contre des collaborateurs de Gazprombank Suisse pour soupçons de blanchiment d'argent en lien avec Poutine (8) Destruction des systèmes de défense aérienne Rapier (9) CS : effondrement du cours (10) CS : intervention de la BNS (11) CS : rachat par UBS (12) CS : conséquences du rachat (13) Condamnation des collaborateurs de Gazprombank Suisse (14) Début de l'action judiciaire Aînés pour la protection du climat Suisse c. Suisse devant la CEDH (15) CS : Sergio Ermotti nouveau CEO d'UBS

### Sous la loupe : conséquences de l'affaire Magnitski pour la Suisse

En 2011, suite à une plainte de l'investisseur Bill Browder, le Ministère public de la Confédération ouvrait une enquête pénale pour soupçon de blanchiment d'argent. Une partie de l'argent provenant d'une fraude commise par des collaborateurs des autorités fiscales moscovites aurait été déposée en Suisse. Cette affaire a attiré l'attention internationale, car Sergueï Magnitski, conseiller fiscal de Browder, est décédé alors qu'il était en détention préventive en Russie. Dix ans plus tard, le MPC a mis fin à l'enquête et a annoncé vouloir restituer aux suspects russes de l'escroquerie une grande partie des fonds bloqués en Suisse dans le cadre des investigations. Certains de ces citoyens russes sont actuellement sanctionnés par plusieurs États occidentaux,

« More Swiss "neutrality" as its authorities return stolen millions to Magnitsky's killers »

(Garry Kasparov sur Twitter)

dont les États-Unis et le Royaume-Uni, mais pas par la Suisse, en raison des faits qui leur ont été reprochés dans l'« affaire Magnitski ». Depuis 2020, les médias étrangers ont critiqué à maintes reprises, et parfois avec beaucoup de

« Come se la Confederazione fosse più interessata al business delle sue banche che alla trasparenza internazionale »

(Corriere della sera, Italie)

virulence, le manque de conviction du Ministère public de la Confédération dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, cette critique prend une autre dimension : il est inadmissible, selon les critiques, que des proches du Kremlin sanctionnés en Occident puissent récupérer de l'argent acquis dans des conditions douteuses. Des parlementaires du Royaume-Uni et des États-Unis critiquent cette décision dans différents médias et soulignent le manque de solidarité avec les partenaires occidentaux. Cette critique nourrit la vision déjà existante selon laquelle la Suisse ferait passer les intérêts économiques de sa place financière avant les considérations morales. À en croire les journalistes, les oligarques russes n'ont pas grand-chose à craindre en Suisse. L'affaire Magnitski a beau n'avoir pas de lien, à l'origine, avec la guerre en Ukraine, les médias étrangers la rapprochent ainsi automatiquement du contexte géopolitique actuel.

L'analyse de l'image de la Suisse dans les médias étrangers porte sur l'ensemble des articles évoquant la Suisse parus dans les médias de référence de 19 pays (Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Italie, Japon, Portugal, Russie, Turquie), du monde arabe et de l'UE.

Renseignements : DFAE, Présence Suisse, Monitoring et analyse, Bundesgasse 32, 3003 Berne, tél. +41 58 462 01 83, prs@eda.admin.ch, [www.eda.admin.ch/presencesuisse](http://www.eda.admin.ch/presencesuisse)